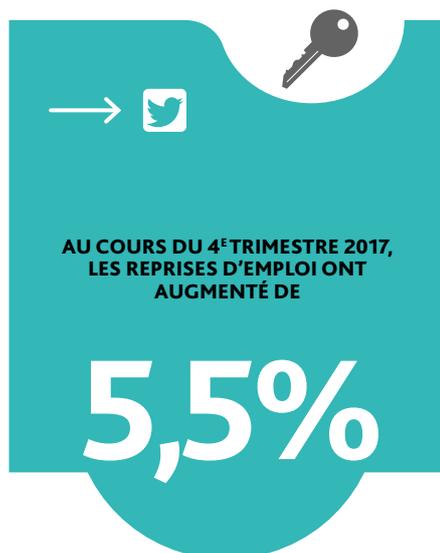




## STATISTIQUES ET INDICATEURS

### LES REPRISES D'EMPLOI DE DEMANDEURS D'EMPLOI AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2017

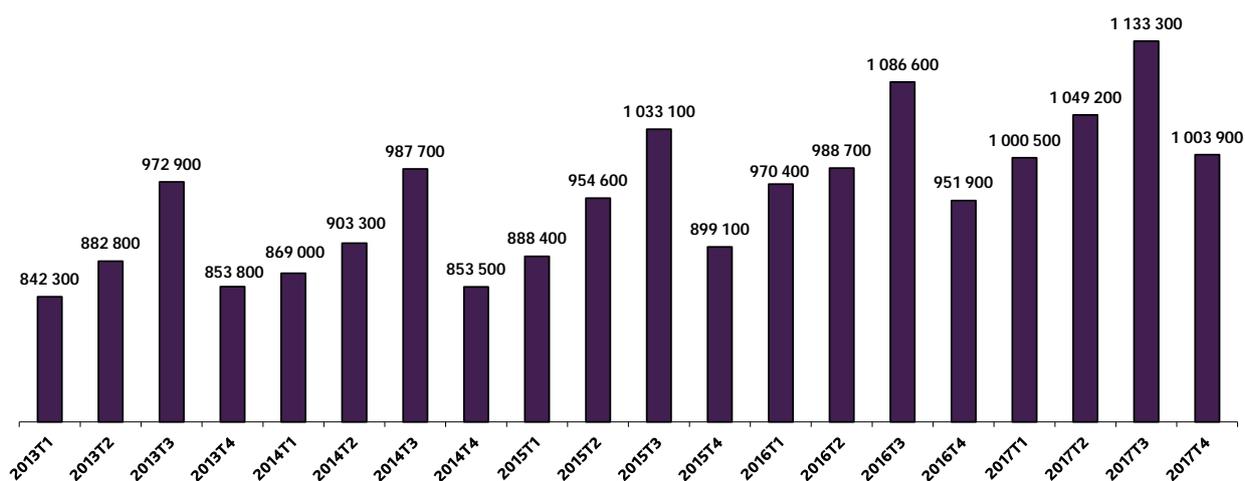


Au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, les reprises d'emploi de demandeurs d'emploi sont en hausse de 5,5% sur un an

Au cours du quatrième trimestre 2017, 1 003 900 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B ont accédé à un emploi d'un mois ou plus, en hausse de 5,5% par rapport au quatrième trimestre 2016. Sur un an, cela représente 4,2 millions de reprises d'emploi. Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B est en hausse (+0,7%). Le nombre de reprises d'emploi connaît des fluctuations saisonnières importantes [cf. Graphique 1] : on observe en particulier un pic d'accès à l'emploi au troisième trimestre, et à l'inverse un creux au quatrième trimestre.

Graphique 1

#### NOMBRE TRIMESTRIEL DE REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI



Sources : fichier historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAAE (Acooss - CCMSA).  
Données brutes, France entière

Définition : La mesure de l'accès ou du retour à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits sur les listes de Pôle emploi est construite à partir des déclarations préalables à l'embauche (DPAAE) transmises par les employeurs à l'ACOSS et la CCMSA, et des données de Pôle emploi (pour les emplois non-salariés, salariés de particuliers employeurs, salariés en contrat de droit public ou de droit d'un pays étranger).

Le nombre de reprises d'emploi est mesuré pour les demandeurs d'emploi en catégories A ou B ayant une DPAAE d'un mois ou plus, sortant des listes en déclarant une reprise d'emploi, ou basculant sous certaines conditions en catégories C ou E [cf. Annexe 3 méthode].

Parmi les reprises d'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, 211 000 concernent des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans [cf. Tableau 1]. Ce nombre est en hausse de 1,3% sur un an. À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A ou B dans cette classe d'âge diminue (-2,5%). 651 100 reprises d'emploi concernent des demandeurs d'emploi de 25 à 49 ans (+6,0% sur un an, contre +0,9% pour le nombre de demandeurs d'emploi) et 141 800 des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus (+9,5%, contre +3,9% pour le nombre de demandeurs d'emploi). Au 4<sup>e</sup> trimestre 2017, 683 800 demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an (+5,6%) et 320 100 demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus (+5,2%) ont connu un retour à l'emploi d'un mois ou plus.

Tableau 1

### NOMBRE DE REPRISSES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN CATÉGORIES A OU B SELON LES CARACTÉRISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

	T4 2017	T4 2016	Évolution	Taux mensuel moyen* au T4 2017 (évolution par rapport à T4 2016)
<b>Nombre de reprises d'emploi pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B</b>	<b>1 003 900</b>	<b>951 900</b>	<b>5,5%</b>	<b>7,4% (+0,3 pt)</b>
dont demandeurs d'emploi				
de moins de 25 ans	211 000	208 200	1,3%	11,2% (+0,6 pt)
de 25 à 49 ans	651 100	614 200	6,0%	8,0% (+0,5 pt)
de 50 ans ou plus	141 800	129 500	9,5%	3,9% (+0,3 pt)
inscrits depuis moins d'un an	683 800	647 700	5,6%	8,5% (+0,5 pt)
inscrits depuis un an ou plus	320 100	304 200	5,2%	5,7% (+0,3 pt)
hommes	505 300	483 300	4,6%	7,6% (+0,5 pt)
femmes	498 600	468 600	6,4%	7,2% (+0,3 pt)
manœuvres	26 100	23 500	11,1%	5,5% (+0,5 pt)
ouvriers spécialisés	47 700	47 000	1,5%	6,3% (+0,5 pt)
ouvriers qualifiés	106 300	108 700	-2,2%	8,0% (+0,5 pt)
employés non qualifiés	189 000	168 800	12,0%	6,1% (+0,5 pt)
employés qualifiés	489 600	463 000	5,7%	7,9% (+0,4 pt)
techniciens	51 400	51 000	0,8%	9,0% (+0,4 pt)
agents de maîtrise	27 900	26 700	4,5%	7,7% (+0,2 pt)
cadres	54 400	53 500	1,7%	7,3% (+0,3 pt)
autres	11 500	9 700	18,6%	-

Sources : fichier historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acoss – CCMSA).

Données brutes, France entière

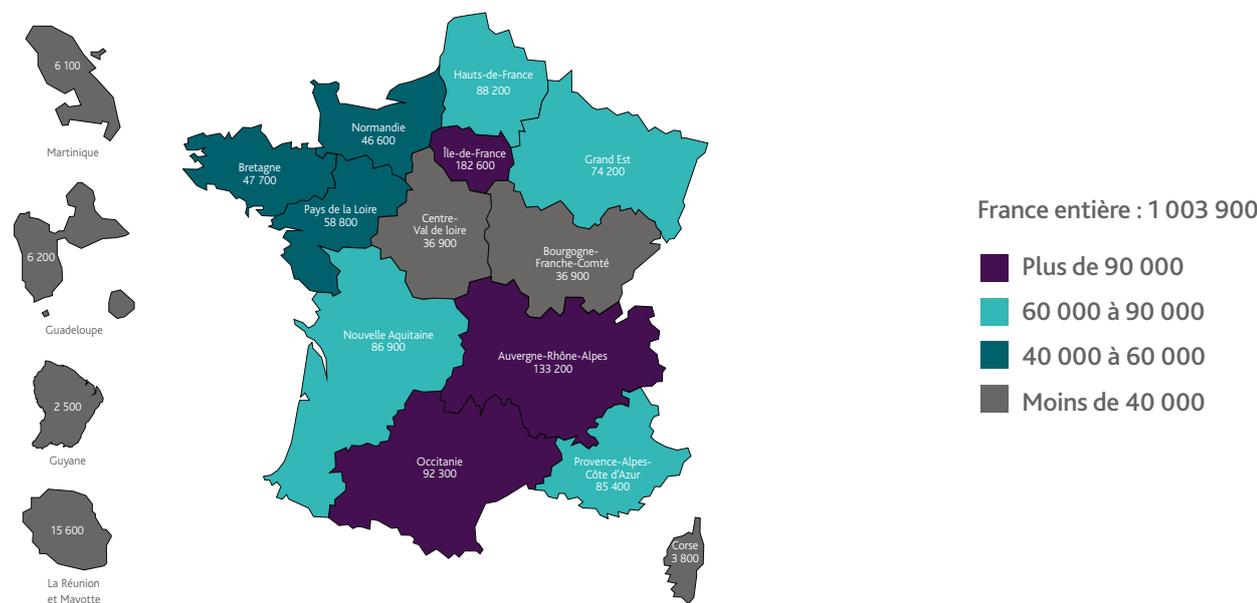
\*Le taux mensuel moyen sur un trimestre correspond au nombre mensuel moyen de reprises d'emploi rapporté au nombre mensuel moyen de demandeurs d'emploi en catégories A ou B sur le trimestre.

## Le nombre de reprises d'emploi au niveau régional

Les régions qui présentent le nombre de reprises d'emploi le plus important au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 sont l'Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie [cf. Carte 1].

### Carte 1

#### NOMBRE DE REPRIS D'EMPLOI AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2017 PAR RÉGION



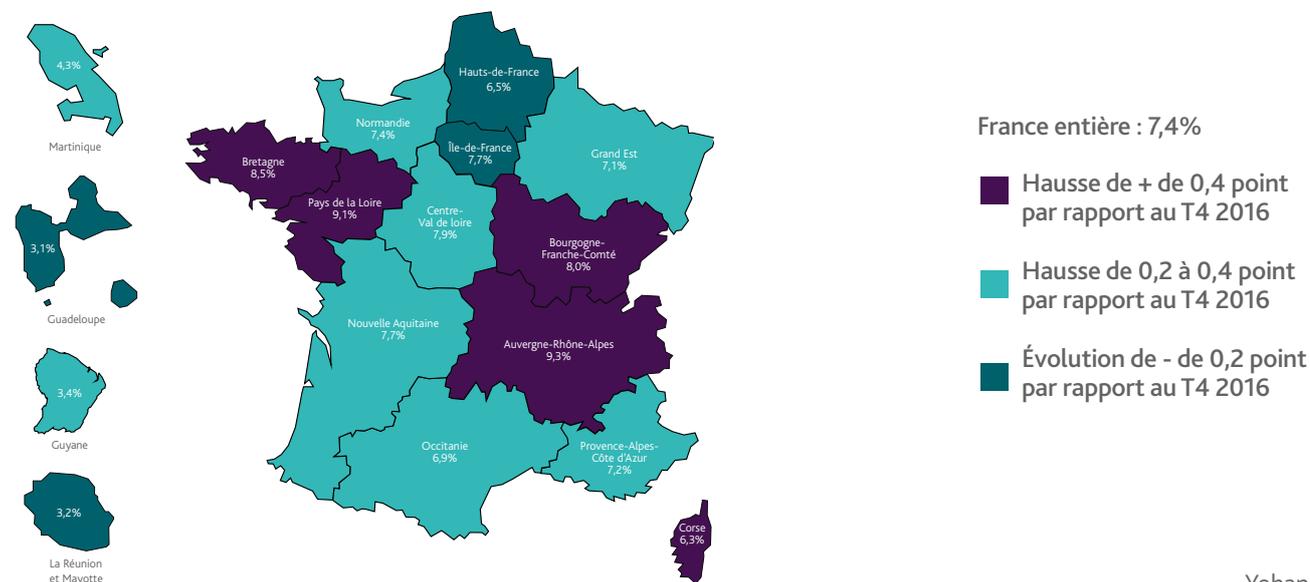
Cependant, ces trois régions présentent également un nombre de demandeurs d'emploi en catégories A ou B proportionnellement élevé.

La carte 2 représente le nombre de reprises d'emploi ramené au nombre de demandeurs d'emploi en catégories A ou B par région au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 ce qui permet d'apprécier réellement la propension à retrouver un emploi.

Entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2016 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2017, les régions Pays de La Loire, Auvergne-Rhône-Alpe, Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté et Corse connaissent les hausses de leur taux de reprise d'emploi les plus importantes [cf. Carte 2 et Tableau 2 en annexe 1].

### Carte 2

#### NOMBRE DE REPRIS D'EMPLOI RAMENÉ AU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN CATÉGORIES A OU B PAR RÉGION AU 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2017



## Annexe 1. Répartition régionale du nombre de reprises d'emploi

Tableau 2

### RÉPARTITION RÉGIONALE DU NOMBRE DE REPRISSES D'EMPLOI AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2016 ET 2017

Région	4 <sup>e</sup> trimestre 2017			4 <sup>e</sup> trimestre 2016		
	Taux	Nombre de reprises d'emploi	DEFM AB en moyenne sur le trimestre	Taux	Nombre de reprises d'emploi	DEFM AB en moyenne sur le trimestre
Auvergne-Rhône-Alpes	9,3%	133 200	476 600	8,6%	123 600	476 600
Bourgogne-Franche-Comté	8,0%	36 900	153 700	7,4%	35 200	158 000
Bretagne	8,5%	47 700	186 800	8,0%	45 700	189 200
Centre-Val de Loire	7,9%	36 900	155 100	7,7%	36 200	157 500
Corse	6,3%	3 800	20 300	5,6%	3 400	20 000
Grand Est	7,1%	74 200	346 100	6,8%	71 400	352 400
Guadeloupe	3,1%	6 200	65 700	3,2%	6 100	64 100
Guyane	3,4%	2 500	24 000	3,2%	2 200	23 600
Hauts-de-France	6,5%	88 200	452 300	6,3%	83 500	441 600
Île-de-France	7,7%	182 600	789 500	7,5%	174 600	773 600
La Réunion et Mayotte	3,2%	15 600	161 100	3,1%	15 000	159 600
Martinique	4,3%	6 100	47 700	3,9%	5 300	45 700
Normandie	7,4%	46 600	211 100	7,0%	44 700	211 400
Nouvelle Aquitaine	7,7%	86 900	375 300	7,4%	82 500	372 800
Occitanie	6,9%	92 300	446 200	6,6%	87 200	441 300
Pays de la Loire	9,1%	58 800	215 200	8,6%	56 100	217 700
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7,2%	85 400	395 500	6,8%	79 200	385 600
<b>National</b>	<b>7,4%</b>	<b>1 003 900</b>	<b>4 522 200</b>	<b>7,0%</b>	<b>951 900</b>	<b>4 490 700</b>

Sources : fichier historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acoss – CCMSA).  
Données brutes, France entière

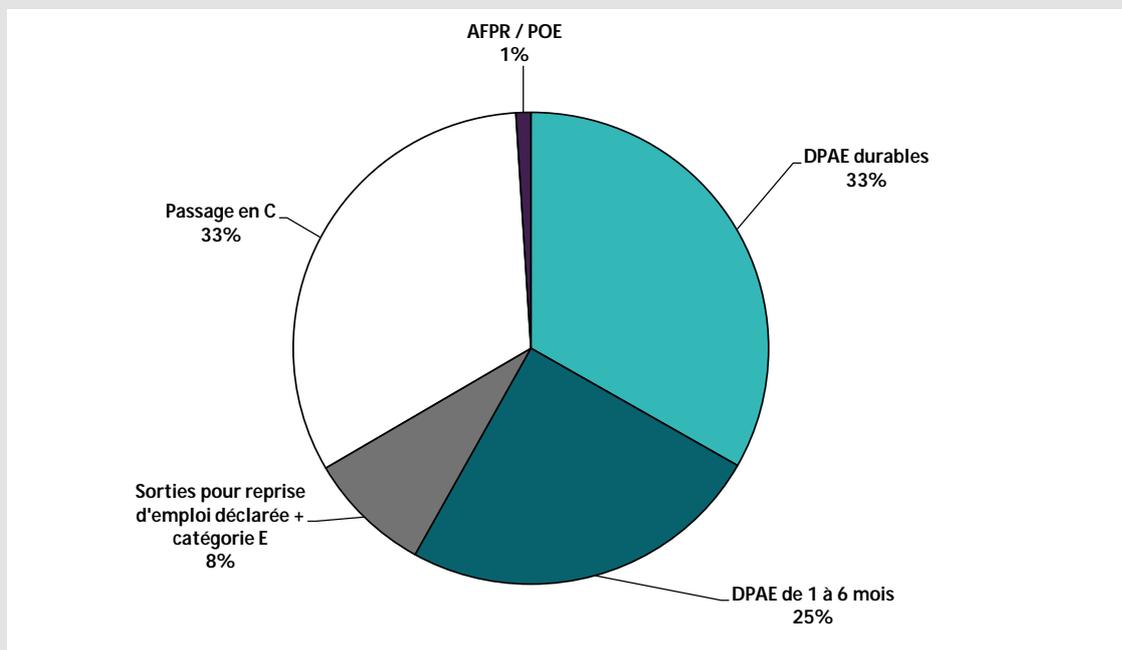
## Annexe 2. Composition du nombre de reprises d'emploi

Les déclarations préalables à l'embauche d'un mois ou plus représentent selon les trimestres entre 55% et 60% des reprises d'emploi [cf. Graphique 2].

Près de 33% des reprises d'emploi sont repérées par une bascule en catégorie C<sup>1</sup>, et environ 8% par une reprise d'emploi déclarée ou bascule en catégorie E<sup>2</sup>. Les passages en Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) ou en Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) individuelle contribuent de façon très faible au nombre de reprises d'emploi (environ 1%).

### Graphique 2

#### COMPOSITION DES REPRISES D'EMPLOI



Sources : fichier historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acos - CCMSA).

Données brutes, France entière

1. Certaines de ces bascules en catégorie C sont associées à une DPAE d'emploi intérimaire (pour lesquelles la durée n'est pas renseignée). Cela représente en moyenne de l'ordre de 8% des reprises d'emploi. En revanche, lorsque les bascules en catégorie C sont associées à une DPAE en CDD de moins d'un mois, elles ne sont pas comptabilisées dans cet indicateur.

2. L'ordre de priorité dans la construction du nombre de reprises d'emploi explique la faible proportion de sorties pour reprise d'emploi déclarée. En effet, un demandeur qui possède une DPAE et renseigne dans le même temps une sortie pour reprise d'emploi sera compté dans le nombre de reprises d'emploi comme possédant une DPAE.

## Annexe 3. Méthode

Les informations présentes dans le système d'information de Pôle emploi ne suffisent pas, à elles seules, à repérer correctement l'ensemble des retours vers l'emploi des demandeurs d'emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi retrouvant un emploi cessent d'actualiser leur inscription et sortent ainsi des listes, sans pour autant déclarer à Pôle emploi la reprise d'emploi. L'enquête trimestrielle réalisée par Pôle emploi et la Dares sur les sortants des listes montre ainsi qu'environ la moitié des sortants pour défaut d'actualisation, et un tiers des sortants pour radiation administrative (le plus souvent après une non réponse à convocation), sont en fait des sorties pour reprise d'emploi. (Pour plus d'information consulter <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-sortants-des-listes-de-demandeurs-d-emploi-inscrits-a-pole-emploi-en-juin-119078>).

### Description de la DPAE

La DPAE est une déclaration obligatoire, qui doit être transmise à l'Acoss ou à la CCMSA par l'employeur dans les huit jours qui précèdent l'embauche. Les DPAE concernent l'ensemble des embauches, à l'exception des particuliers employeurs ou des employeurs publics lorsqu'ils recrutent sur un contrat de droit public<sup>3</sup>. On estime généralement que l'embauche est effective pour plus de 95% des DPAE déposées. (Pour plus d'information consulter <http://www.acoss.fr/home/observatoire-economique/publications/acoss-stat/2016/acoss-stat-n240.html>)

La DPAE comprend des informations sur :

- l'établissement recruteur (identification, secteur d'activité) ;
- le salarié (identification, sexe, âge) ;
- le contrat de travail (nature, durée et date d'embauche).

Les établissements de travail temporaire transmettent en début de mission une DPAE spécifique. Celle-ci ne comprend pas la durée de la mission d'intérim.

### La mesure du nombre de reprises d'emploi

Les DPAE n'étant pas exhaustives, le nombre de reprise d'emploi est construit en complétant l'information contenue dans les DPAE par d'autres informations disponibles dans les fichiers de Pôle emploi. Seuls les retours à l'emploi pour une durée supérieure ou égale à un mois sont pris en compte.

Le nombre de reprises d'emploi pour le mois M est ainsi mesuré comme le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B<sup>4</sup> au cours du mois M-1 qui :

- ont une DPAE de plus d'un mois (CDI ou CDD de plus d'un mois) au cours du mois M, ou M+1 (sans être inscrit en catégories A ou B en M) ;
- ou sont repérés comme reprenant un emploi de plus d'un mois au cours du mois M parce qu'ils :
  - sont sortis des listes pour reprise d'emploi déclarée au cours du mois M ;
  - ou ont basculé en catégorie E au cours du mois M ;
  - ou ont basculé en catégorie C au cours du mois M sans revenir en catégories A ou B au cours du mois M+1, dès lors qu'ils n'exerçaient pas plus de 70 heures d'activité réduite au cours du mois M-1<sup>5</sup>
  - sont entrés en AFPR ou en POE individuelle, ces actions étant conditionnelles à un engagement de recrutement.

L'ensemble de ces règles est appliquée de façon à éviter tout double compte (reprise d'emploi durable mesurée deux mois successifs pour une même reprise d'emploi). De plus, lorsque la reprise d'emploi est repérée par une sortie des listes pour reprise d'emploi déclarée, ou une bascule en catégorie C ou E, elle n'est pas prise en compte lorsqu'elle est associée à une DPAE de moins d'un mois.

Cet indicateur permet ainsi d'approcher précisément le nombre de reprise d'emploi à partir de données administratives, disponibles rapidement et sur un champ exhaustif.

3. En revanche, l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé.

4. Cf. infra pour la définition des catégories de demandeurs d'emploi.

5. Ce seuil de 70h vise à limiter la prise en compte de passages de catégorie B en catégorie C due à une légère augmentation de la durée travaillée d'un mois à l'autre dans un même emploi.

### Les catégories statistiques de demandeurs d'emploi

On distingue les 5 catégories suivantes de demandeurs d'emploi :

- **Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois.
- **Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois).
- **Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).
- **Catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ils peuvent être en stage ou formation, en maladie, en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP) ou en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi.
- **Catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Directeur de la publication  
**Jean BASSÈRES**

Directeur de la rédaction  
**Cyril NOUVEAU**

Réalisation  
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

**Pôle emploi,**  
1 avenue du Docteur Gley  
75987 Paris cedex 20

**[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)**



ISSN 2555-8404